En refusant une conférence nationale, la direction du parti bafoue la démocratie

Alors que la question des alliances électorales divise notre parti comme jamais auparavant, la direction a refusé la proposition, faite au CPN, que soit organisée une conférence nationale pour trancher ce débat. C'est anti-démocratique pour plusieurs raisons :

Non à la régionalisation du parti !

1) La direction opère une régionalisation du parti,ouvrant la voie à des alliances électorales au niveau de certaines régions qui auraient pu être refusées par principe dans une conférence nationale. De fait, elle nous consulte non seulement sur « les diverses positions nationales (…) exprimées lors du CPN », mais aussi sur « les positions existant dans les régions ». Elle vise ainsi à permettre des alliances régionales avec le PG là où le PCF se présenterait avec le PS dès le premier tour, ou avec d'autres réformistes régionaux. P.-F.Grond indique ainsi : « Il n'est pas totalement absurde d'espérer un rassemblement dans une petite dizaine de régions, en tout cas le refus du PCF dans cinq d'entre elles y a relancé le processus unitaire à la gauche du PS » (cité par Mediapart, Le PCF fera Front dans trois quarts des régions, 23/11). Or cette manoeuvre électoraliste se ferait au détriment de la cohérence nationale du parti, pourtant indispensable pour unifier la classe ouvrière autour d'un programme anticapitaliste conséquent : il faut populariser ce programme de la même façon dans tout le pays, par une orientation rigoureusement indépendante !

La consultation est un référendum déguisé quiempêche un vrai débat…

2) La direction empêche de toute façon un vraidébat. Les AG n'ont pas d'autre choix que de seprononcer pour l'un des trois textes présentéspar des membres du CPN (ou de s'abstenir), sansdroit d'en présenter d'autres, ni même de les faireévoluer : cela revient à un véritable référendumdéguisé. La direction dénie ainsi tout droit d'initiativeà la base, que ce soit celle de militants quidécideraient de se regrouper pour cette occasionou celle de courants non représentés au CPN. C'estd'autant plus inadmissible que le CPN a été élu parun congrès où la direction avait voulu empêcherla constitution de courants : seuls les courants formésau CPN après le congrès ont le droit de soumettreaujourd'hui leur proposition au vote des militants, alors que les militants n'ont jamais eu la possibilité de voter pour ces courants en tant que tels ! Et de toute façon, il est anti-démocratique que seuls des dirigeants, et non des militants de base, aient le droit de soumettre une proposition au vote dès lors qu'est organisée une consultation de tout le parti !

…et donc les nécessaires clarifications programmatiques et stratégiques

3) S'il y avait eu une conférence nationale, les textes présentés auraient été nourris par de vrais débats préalables aux niveaux local et départemental et par les discussions entre les courants : ils auraient pu évoluer par rapport aux textes initiaux et les militants auraient donc pu et voulu sincèrement se convaincre les uns les autres… Il en aurait résulté des clarifications programmatiques et stratégiques, une élévation générale du niveau politique. En revanche, avec un référendum déguisé, les militants qui se reconnaissent déjà dans un texte n'ont pas d'autre choix que de le défendre en bloc contre les autres s'ils veulent gagner et le « débat » n'a donc d'intérêt que pour les militants qui hésitent entre tel ou tel texte. Cela ne fait que renforcer l'inégalité existante entre les militants les plus expérimentés (ceux qui faisaient de la politique avant le NPA, voire qui reconstituent aujourd'hui les courants de l'ex-LCR !) et les « primomilitants », réduits à un rôle d'arbitres entre les positions des premiers.

4) La Tendance CLAIRE est privée elle aussi du droit de présenter son propre texte ou des amendements : alors qu'elle est le seul courant à s'être constitué dès le congrès de fondation, elle n'a pas de représentants au CPN, car la direction avait violé les statuts (qui venaient d'être votés !) en refusant l'élection du CPN à la proportionnelle (cf. http://tendanceclaire.npa.free.fr/article. php?id=10). Dans ces conditions, nous appelons à voter pour la résolution la plus proche de nos positions, intitulée « Dans les luttes comme dans les élections : une politique de rupture avec le capitalisme », présentée par 24 camarades du CPN.

Tendance CLAIRE, le 1 novembre 2010